

*Initiatives ministérielles*

processus démocratique. Heureusement, les choses ont changé, et pour le mieux.

Le budget mérite de faire l'objet d'un débat bien avant cet après-midi de fin d'hiver, où le ministre des Finances le dépose à la Chambre. Il en est ainsi, grâce au processus de consultation prébudgétaire. Ce processus est ouvert et complet. Il est tout à fait conforme à notre engagement de gouverner de façon honnête et intègre.

Tout le monde reconnaît que nous sommes serrés financièrement. J'ai organisé plusieurs assemblées publiques et plusieurs réunions de consultation dans ma circonscription sur les finances canadiennes. Des centaines de personnes se sont rassemblées pour discuter des problèmes économiques et financiers de notre pays. Ensemble, nous avons examiné les mesures que le gouvernement a prises jusqu'à maintenant et nous avons formulé des recommandations pour l'avenir.

Nous avons voulu savoir où le gouvernement allait avec son programme fiscal. Nous avons étudié la situation de l'emploi et la croissance. Nous avons discuté des dépenses gouvernementales. Malgré la grande diversité des observations, un degré de consensus étonnant s'est dégagé. Les gens ont bien appuyé les mesures que le gouvernement a prises pour mettre de l'ordre dans nos affaires budgétaires.

Ils nous ont fait savoir très clairement qu'ils appuyaient les compressions budgétaires, mais pas les compressions stupides. Ceux qui ont participé à mon processus de consultation reconnaissent que nous bénéficions tous des programmes et des services gouvernementaux. Nous bénéficions tous d'un gouvernement actif et présent dans nos communautés. Cela est vrai, que nous soyons riches ou pauvres, jeunes ou vieux.

Les gens de York-Nord veulent ce que veulent la plupart des Canadiens: des mesures équitables et équilibrées, un gouvernement qui répond aux besoins des gens et qui peut appuyer les initiatives venant de nos communautés.

Soyons clairs. Nous vivons à une époque de changement énorme dans notre société et dans notre économie. Les Canadiens s'efforcent vraiment de s'adapter à ce changement, mais ils veulent savoir qu'ils peuvent compter au besoin sur le soutien du gouvernement pour favoriser cette adaptation. Cette opinion est répandue partout dans la société canadienne. Je l'entends continuellement depuis que je suis député. Quand j'ai coprésidé le groupe de travail mixte de la Chambre des communes et du Sénat sur les jeunes, j'ai entendu des jeunes réclamer des outils pour les aider à faire la transition entre l'école et le travail. Nous avons honoré l'engagement très ferme que nous avons pris dans le livre rouge en instituant le Service jeunesse Canada et le programme de stages pour les jeunes. Je suis heureux de dire aujourd'hui que plus de 30 000 jeunes bénéficient de ces programmes.

• (1600)

Nous avons également tenu notre promesse d'améliorer les programmes d'emploi d'été pour les jeunes. Grâce à cette politique du gouvernement, le budget des services de développement de l'emploi des jeunes a été porté à 236 millions de dollars, soit une augmentation de 43 millions. Quand on songe que nous

vivons à une époque difficile sur le plan budgétaire, cela démontre de façon très éloquente que le gouvernement ne se contente pas de dire que les jeunes représentent notre avenir, mais agit vraiment en offrant aux jeunes un appui financier solide et des programmes qui mettent non seulement les jeunes au travail, mais le pays tout entier.

À titre de député, j'ai également eu l'occasion de faire partie du comité du développement des ressources humaines. J'ai parcouru le pays en long et en large pour écouter ce que les Canadiens avaient à dire au sujet de notre système de sécurité sociale. Dans ce rôle, j'ai constaté que les Canadiens souhaitaient une modernisation et une restructuration de notre système de sécurité sociale, un système qui a besoin d'un remaniement complet, car nous vivons à une époque très différente de celle où le système a été mis sur pied.

Nous cherchions à atteindre trois objectifs: aider les Canadiens à trouver et à garder un emploi; aider les membres les plus vulnérables de notre société; et rendre le système viable. Nous y avons réussi dans une large mesure. Je rappelle à cet égard que le ministre du Développement des ressources humaines a annoncé il y a quelques semaines un programme d'assurance-emploi qui a pour objectif d'aider les sans-emploi à s'intégrer au marché du travail. Ce programme permettra la création de 100 000 à 150 000 emplois pour les Canadiens.

Plus important encore, ce n'est pas l'ancien programme de soutien du revenu. C'est un programme qui comporte deux éléments distincts. D'abord, il y a une composante soutien du revenu qui donnera aux gens le soutien nécessaire pour subvenir à leurs besoins lorsqu'ils sont frappés par le chômage. L'autre composante est plus active et repose sur des mesures de réemploi; il s'agit des cinq prestations d'emploi du fonds d'investissement dans les ressources humaines de 800 millions de dollars. Ces prestations sont: les suppléments de revenu; les subventions salariales; les prêts et subventions de perfectionnement; l'aide au travail indépendant; les partenariats pour la création d'emplois. Il y aura collaboration avec les gouvernements et les organisations au niveau local. On veut ainsi donner aux collectivités et aux individus les moyens de prendre les décisions qui tiennent compte de leur situation propre.

Je voudrais parler un peu du programme d'aide au travail indépendant qui a vu le jour il y a quelques années. Ce programme est très efficace. Depuis notre arrivée au pouvoir, en octobre 1993, 34 000 personnes ont participé à ce programme. Ces Canadiens auparavant sans emploi n'ont pas seulement créé des emplois pour eux-mêmes, ils en ont aussi créé autant pour d'autres personnes. Cela signifie que ce programme mis sur pied par le gouvernement du Canada a permis la création de 68 000 emplois.

C'est là le genre d'initiatives que les Canadiens réclamaient. Ils voulaient que nous donnions aux individus les moyens de prendre eux-mêmes les décisions, celles qui reflètent le contexte dans lequel ils se trouvent, leurs besoins et leurs aspirations.

Cela illustre bien le virage que le gouvernement a pris. Nous redonnons confiance aux gens. Nous redonnons confiance et espoir aux collectivités. Nous disons aux Canadiens et aux Canadiennes et à leurs collectivités que nous leur faisons confiance et